

Le magicien de Bercy

Monsieur Darmanin a abattu ses cartes concernant la réorganisation territoriale des implantations à la Direction Générale des Finances Publiques.

Tel un magicien, il réussit à présenter par département une cartographie laissant penser que demain, cette direction aurait plus de points d'accueil ouverts au public qu'actuellement.

Il n'en est évidemment rien pour qui prend la peine de bien regarder les légendes colorées accompagnant ces cartes départementales.

D'implantations de trésoreries ouvertes au public tout au long de l'année, le projet ministériel les remplace par des accueils temporaires dans des maisons de service au public ou dans des bâtiments publics tels que les mairies et même dans des campings cars ambulants.

Belle conception du service public au XXIème siècle.

L'agent de la DGFIP, comme le commerçant ambulant d'autrefois, passerait de village en village, pour répondre aux attentes des usagers.

Il en serait de même pour les conseillers aux collectivités locales.

Dans le même temps, le ministre réduit le réseau des services des impôts des particuliers (SIP) et des entreprises (SIE) dans les agglomérations.

La publication de ce projet soulève un vif émoi parmi les agents de la DGFIP. Outre l'abandon de la conception d'un service public républicain accessible pour tous tout au long de l'année, ce projet se double de suppressions d'emplois, non chiffrées à ce jour, mais dont on peut les évaluer entre 10 et 15% des effectifs actuels d'ici 2022.

Ainsi, quinze ans après la création de la DGFIP, les effectifs reviendraient au niveau de la seule Direction des Impôts d'alors.

C'est un plan social d'une violence inouïe.

FO Finances condamne avec force un projet qui n'a donné lieu à aucune concertation et dont la parution coïncide avec l'arrivée d'un nouveau directeur général, qui n'est autre que l'ancien directeur de cabinet de M. Darmanin.

La concertation prévue dans les quatre prochains mois, donc en pleine période estivale, démontre encore une fois le double discours ministériel avec son mépris affiché des organisations syndicales représentatives.

Des mouvements en cours (urgences hospitalières) et d'autres plus récents (douanes) ont démontré que bien des initiatives originales peuvent être prises, pour que ce projet soit combattu jusqu'à son retrait.

Face au démantèlement complet d'une administration régaliennne de l'État, FO Finances soutiendra toutes les actions des agents de la DGFIP, décidées avec leurs représentants syndicaux, au niveau national et local.